
2 jours de conférence sociale et 363 jours d'austérité, d'attaques antisociales, de dénigrement des grévistes, de remises en cause des droits sociaux

Depuis l'arrivée de F. Hollande à la Présidence, chaque année le gouvernement organise une « conférence sociale » au début de l'été. En 2012, l'Union syndicale Solidaires y a participé pour rappeler notre exigence que « *le changement ce soit maintenant* » ; nous avons aussi transmis nos positions, revendications et propositions sur chaque thème en débat... y compris ceux pour lesquels le gouvernement avait choisi de nous écarter des discussions. En 2013, nous avons constaté que la conférence n'était porteuse d'aucune proposition sociale ; le gouvernement préparait son attaque contre le droit à la retraite. En 2014, le contexte social s'est encore aggravé !

Participer ou non à une réunion organisée par le gouvernement ou par le patronat s'apprécie au cas par cas, en fonction des enjeux, du contexte, du rapport de forces, du bilan d'initiatives précédentes, etc. C'est tout cela qui fonde notre appel à toutes les forces syndicales qui agissent pour la défense des revendications immédiates et pour une transformation sociale profonde.

Il n'y a rien de social dans cette conférence !

L'Union syndicale Solidaires ne cautionne pas cette politique, la combat et refuse de faire croire au « dialogue social » avec le gouvernement, d'autant que celui-ci :

- Impose l'austérité à la population, pour qu'actionnaires et banquiers continuent à s'en mettre plein les poches.
- Dénigre et bafoue les cheminots et les cheminotes en grève.
- Méprise les intermittent-es, précaires et chômeurs-ses en lutte depuis des mois, en validant un accord qui détériore leurs droits.
- Multiplie les cadeaux fiscaux au patronat et aux multinationales, et les encourage à payer les salarié-es le moins possible.
- Organise le blocage des salaires des fonctionnaires durant 7 ans.
- Gèle les pensions de la majorité des retraité-es.
- Affaiblit, voire détruit, les services publics.
- Renie les engagements pris en matière d'égalité des droits.
- A poursuivi et aggravé les attaques envers le droit à la retraite.
- Ignore les associations de chômeurs et de chômeuses.
- Parraine un pacte de responsabilité qui se traduit par un pacte d'impunité pour les patrons et d'austérité pour les salarié-es.
- Entérine les remises en cause du droit de grève mises en place par les précédents gouvernements.
- Renforce les inégalités sur le territoire par son projet de délocalisation de la centralisation (la métropolisation).
- Maintient ses Grands Projets Inutiles qui dilapident l'argent public, enrichissent une minorité et détruisent l'environnement.
- Veut supprimer DP, CE, CHSCT et droit syndical dans de nombreuses entreprises, quand au contraire, il faut imposer de nouveaux droits, dont celui de veto pour les élu-es CE, institution dont doivent pouvoir bénéficier tous les salarié-es.
- Prépare l'accord de libre-échange transatlantique, qui menace nos droits sociaux, écologiques et démocratiques.
- Soutient l'extension des horaires d'ouverture des commerces, alors qu'avec les travailleurs-ses de ce secteur et de bien d'autres nous réaffirmons que nos dimanches et nos nuits ne sont pas à vendre.

Le gouvernement répond à toutes les exigences du patronat. Ca suffit ! Nos revendications sont bien plus légitimes car elles répondent à l'intérêt commun

Nous dénonçons cette opération de propagande, ne participons pas à la conférence et consacrons nos forces à organiser la lutte collective. Au-delà de l'Union syndicale Solidaires, d'autres collectifs syndicaux partagent cette position. **Unifions dans l'action, le syndicalisme qui refuse de collaborer aux reculs sociaux et qui organise la lutte pour s'y opposer et arracher de nouveaux droits !** Agissons avec les associations de chômeurs-ses, féministes, des droits des travailleurs-ses immigré-es, de défense des services publics, des Droits de l'Homme, pour le droit au logement... pour mettre le social au cœur de l'actualité.
Ce sera plus efficace par nos luttes qu'en cautionnant le gouvernement !
